

N/Réf. CL/CA

CONSEIL de la FACULTE D'ÉCONOMIE

Procès-verbal de la séance

Du 17 juin 2014

32 présents ou représentés sur 35 membres en exercice.

Étaient présents ou représentés :

M. BARANES, M. GARRABE, M. MAHENC, M. MIRABEL, M. MULKAY® (M. BARANES), M. TERRAZA® (M. MIRABEL), M. BARRERE, Mme CHARLIER, Mme CLEMENT® (M. MARCIANO), Mme IGLESIAS, M. LAGARDE, M. MARCIANO, Mme REY-VALETTE, M. REYMOND, M. SADEFO-KAMDEM, Mme SEYTE, Mme HUSCHELRATH, M. D'ALESSANDRO, M. DANIEL, M. HOURS, M. LASSALLE, Mme STEPHAN, M. NDIAYE® (M. DANIEL), Mme VACQUIER® (M. DANIEL), M. BONEBEAU® (M. LASALLE), M. FOUILLE, M. VENNAT® (M. MIRABEL), M. PLANTON, Mme FRANCALANCI, M. GASSOT® (M. BARANES), Mme NAVARRE, M. LEVITA® (M. REYMOND)

Assistaient au Conseil : M. MANDELBAUM, responsable administratif, Mme HUILLET, responsable scolarité, Mme AUTHEBON, Assistant de direction.

Ordre du jour

1. Informations générales :

Point sur la fusion

Structuration de l'offre de formation 2015-2019

2. Appel à questions diverses.

3. Election vice-doyen

4. Election d'un chargé de mission auprès du doyen :

Lien Formation, Recherche et Partenariats

5. Règlement d'examen

6. Composition des Jurys (L – M1 – M2).

7. DU Connaissances Fondamentales en Informatique et Logiciel Libre (CFI2L)

**8. Formation restreinte aux professeurs et assimilés, renouvellement de l'éméritat
du Professeur Daniel SERRA**

La séance est ouverte à 10 H 05.

François Mirabel annonce deux questions qui seront abordées au prochain conseil d'UFR : une présentation du rapport Hautcoeur sur « l'Avenir des Sciences Economiques à l'Université en France » et le vote des affectations de services et des modalités de contrôle des connaissances pour l'année 2014-2015.

François Mirabel fait part des démissions du conseil d'UFR de Charles Figuières et Guillaume Cheikbossian. A priori, ce seront les enseignants qui n'ont pas été élus sur la liste qui remplaceront les membres démissionnaires ; ce point devra être confirmé par les services juridiques de l'Université.

I- Informations générales

François Mirabel aborde alors les informations générales. Il fait un premier point sur le processus de fusion :

Il rappelle d'abord les principaux chiffres du nouvel établissement qui se substituera aux deux Universités préexistantes à compter du 1^{er} janvier 2015 : 41 000 étudiants, 72 structures de recherche, 1700 doctorants, 4500 agents, 400 Millions d'euros de budget, 9 Unités de Formation et de Recherche, 6 Instituts, l'Ecole Polytechnique Universitaire de Montpellier et l'Observatoire des Sciences de l'Univers : Observatoire de Recherche Méditerranéenne de l'Environnement « OSU-OREME ».

Il donne ensuite les principaux éléments du calendrier de la fusion avec 5 grandes périodes identifiées dans le processus : une période 1 de structuration du projet (septembre 2012 à février 2013), une période 2 d'état des lieux (février à juillet 2013), une période 3 d'élaboration et de conception de la nouvelle université (septembre 2013 à décembre 2013), une période 4 de construction de la nouvelle université (janvier 2014 à juillet 2014) et une période 5 de déploiement de la nouvelle université (septembre 2014 à juillet 2015).

Pour la période 4 actuelle, François Mirabel présente l'organigramme des directions et services communs qui a été établi pour la nouvelle université (15 directions et 5 services communs). Le 22 mai, le projet de statuts de l'Université de Montpellier a été voté dans les Conseils d'Administration de l'UM1 et de l'UM2. En juin et juillet, le recrutement des futurs directeurs de l'Université de Montpellier sera effectué.

François Mirabel présente enfin les grandes étapes de la période qui arrive (septembre-décembre 2014) : parution du décret portant création de l'Université de Montpellier, création de l'Assemblée constitutive provisoire (regroupant les membres des CA UM1 et UM2), adoption (dans un délai de trois mois à compter de la publication du décret de création de l'Université de Montpellier) des statuts de l'établissement et du budget de l'Université pour 2015, nomination d'un administrateur provisoire par le Recteur de l'Académie et, en janvier 2015, élection du président de l'Université.

Dans les informations générales, François Mirabel présente ensuite la structuration de l'offre de formation 2015-2019 ; il remercie Benoît Mulkay, Mathias Reymond et les responsables de Master 2 pour leur travail et leur implication. Il présente d'abord les grandes évolutions de la licence Mention économie :

- Un parcours International ECONOMIE est créé avec 6 cours en anglais sur les 4 premiers semestres (microeconomics 1-2-3, macroeconomics 1-2-3)
- Une UE PPE en L3 est créée (« Projet personnel de l'étudiant » / PEC) pour accompagner les étudiants dans la construction de leur parcours d'étude
- Des matières d'ouverture seront proposées, en particulier un cours de sociologie économique ou encore un cours d'analyse de conjoncture.
- Une option de « Pré-professionalisation au métier d'enseignant » est prévue en L2 et L3, pour la préparation des concours dans l'enseignement

- Un conseil de perfectionnement sera mis en place en licence
- Un tableau de correspondance d'UE capitalisables entre Droit, Économie, Gestion et AES sera élaborée pour faciliter les passerelles entre les 4 filières après deux années de licence (arrêté du 22 janvier 2014 / socle commun sur les 4 premiers semestres)
- En licence, pour des étudiants qui acquièrent un semestre impair alors qu'ils avaient acquis le semestre pair l'année précédente, une réflexion sera menée sur la possibilité de capitaliser des UE du semestre pair de l'année supérieure.
- Un stage de césure /stage IP (UE facultative) sera introduit en L3 (décret 2010)

François Mirabel présente ensuite les grandes évolutions en Master 1 (Réduction du nombre d'UE à 15 (au lieu de 20) avec augmentation de la durée moyenne des cours, Anglais obligatoire à chaque semestre, tronc commun important au premier semestre (2/3) avec un début de différenciation par mention (1/3) au second semestre, «Projet Individuel de Recherche» (PIR), au 2ème semestre, Stage de césure /stage IP en M1 (décret 2010). Il présente ensuite le projet des 4 mentions (Monnaie, Banque, Finance, Assurance, Économie et Management Public, Économie de l'Environnement, de l'Energie et des Transports, Économie Industrielle et des Réseaux) avec les différents parcours qui permettront aux étudiants de se spécialiser dans les différents domaines proposés.

II- Appel à questions diverses

Aucune question particulière n'est soulevée. François Mirabel passe donc au point III de l'ordre du jour, l'élection du vice-doyen.

III- Election du vice-doyen (Délibération 20140617-1)

François Mirabel annonce que, durant la 1^{ère} année de son mandat, il souhaite associer les enseignants, personnels et étudiants dans la mise en place de la politique de l'UFR dans le cadre des différentes missions identifiées (Responsable Tutorat, Enseignant référent en L1, Responsable du Conseil de perfectionnement en licence, Responsable / Référent Évaluation des enseignements et des formations, Responsable /Référent réussite en licence, Responsable/Référent Insertion professionnelle,...). Ainsi, l'élection du vice-doyen et d'un chargé de mission est une première étape dans la constitution d'une équipe plus large.

François Mirabel rappelle l'article 17 des statuts de l'UFR correspondant à l'élection du Directeur de l'UFR : « *Le Directeur de l'UFR peut se faire assister d'un ou deux Vice Doyens, enseignants-chercheurs, enseignants ou chercheurs de l'UFR, élus par le conseil sur proposition du Directeur* ». Il rappelle que cette procédure d'élection sur proposition du directeur est cohérente avec ce qui se fait dans les conseils centraux.

François Mirabel propose au conseil Christian Lagarde comme vice-doyen. Il souligne ses compétences pointues, sa très bonne connaissance des enjeux au sein de l'Université, sa solide expérience dans le fonctionnement de la faculté et de l'Université. Il rappelle les enjeux importants concernant les problématiques administratives, financières juridiques et pédagogiques, les liens avec l'Université avec le dialogue de gestion, les problématiques liées au BGME, la question du socle commun dans les formations, l'évolution des réglementations (lois, décrets, arrêtés,...). Sur toutes ces questions sensibles, l'expertise de Christian Lagarde sera un atout pour l'UFR.

Cette présentation ne suscite aucune question ou remarque particulière. L'élection se fait à bulletin secret. Christian Lagarde est élu vice-doyen par le conseil (31 OUI et 1 bulletin blanc).

IV-Election d'un chargé de mission auprès du doyen : lien Formation, Recherche et Partenariats (Délibération 20140617-2)

François Mirabel aborde la question de l'élection d'un chargé de mission sur les liens entre formation, recherche et partenariats. Il souligne l'importance d'une réflexion sur le devenir de notre discipline avec de très forts enjeux au niveau du site (positionnement de l'économie par rapport à la gestion). Il rappelle aussi l'importance des partenariats avec les collectivités et le monde socio-économique pour faire rayonner la recherche menée dans nos laboratoires. Il souligne enfin le fait que recherche et formation ne doivent pas être opposées mais au contraire associées au service de notre UFR afin de favoriser son rayonnement.

Il propose au conseil Edmond Baranes comme chargé de mission. Edmond Baranes est élu à la Commission Recherche de l'Université Montpellier 1 et a une très bonne connaissance de tous les dossiers et les enjeux liés à la recherche sur le site (en particulier le positionnement de l'économie par rapport à la gestion). Il a le sens du dialogue pour associer les enseignants-chercheurs et chercheurs et renforcer l'image de la recherche et ses liens avec la formation.

Philippe Mahenc demande à Edmond Baranes comment il compte s'y prendre pour mener à bien sa mission et s'il envisage de rencontrer tous les enseignants-chercheurs et chercheurs. Edmond Baranes répond qu'il va travailler en collaboration avec les directeurs et directeurs adjoints des laboratoires ainsi qu'avec le président du conseil de section de la Faculté. Il ne rencontrera pas un par un tous les enseignants-chercheurs faute de temps. Néanmoins, sa porte restera toujours ouverte.

Hélène Rey-Valette aurait souhaité qu'il y ait un chargé de mission spécifique sur les partenariats dans la mesure où, dans le cadre des Recherches-actions menées, elle a développé une expertise sur la question des partenariats institutionnels.

Edmond Baranes répond qu'il l'associera bien évidemment à la réflexion sur ces questions.

Dans le cadre d'une question périphérique par rapport au sujet évoqué, Philippe Mahenc demande comment vont s'organiser les élections aux futurs conseils de l'Université de Montpellier et notamment comment sera désigné le représentant de la Faculté d'économie sur les listes déposées. François Mirabel répond que chacun des candidats à l'élection constituera ses propres listes avec les collaborateurs avec qui il souhaite travailler. Philippe Mahenc répond que le risque est de voir un représentant de la Faculté émerger sans concertation. Madame Francalanci lui répond que pour éviter cela, ceux qui souhaiteraient être sur les listes devront constituer leur propre liste. Christina Lagarde rappelle que depuis la LRU, la synchronisation des élections des conseils et des présidents introduit une logique proche de celle des élections municipales où le futur candidat aux fonctions de maire constitue sa propre liste.

L'élection se fait à bulletin secret. Edmond Baranes est élu chargé de mission auprès du doyen sur le lien formation, recherche et partenariats (31 OUI, 1 bulletin blanc)

V- Règlement d'examen (Délibération 20140617-3)

François Mirabel présente le règlement des examens pour la licence et le Master 1. Il rappelle que ce règlement respecte les textes nationaux (en particulier les arrêtés relatifs au LMD, l'arrêté Licence de 2011) et la charte des examens de l'UM1. Il rappelle les règles de compensation, de capitalisation et de conservation des notes en Licence et Master. Un tableau simplifié avec des exemples sera distribué aux étudiants pour rendre plus lisibles les informations relatives au règlement d'examen. Hélène Rey Valette demande si la fusion va modifier ce règlement d'examen. François Mirabel répond que le règlement

2014-2015 sera voté et s'appliquera sur l'année universitaire sans aucun changement au 1^{er} janvier 2015.

Le règlement d'examen est soumis au vote du conseil et adopté **à l'unanimité**.

VI-Composition des jurys (L-M1-M2) (Délibération 20140617-4)

François Mirabel présente la composition des jurys de licence, Master 1 et Master 2.

Mathias Reymond demande si le président du jury d'une année de licence doit aussi être l'enseignant-référent et responsable de cette année universitaire. François Mirabel répond qu'il n'y a aucune règle : cela n'est ni interdit, ni obligatoire. Il rappelle aussi que le recrutement d'un emploi-étudiant en 2012-2013 avait apporté un appui important à l'enseignant référent de L1 en permettant de faire le relai entre les étudiants et les équipes administratives et pédagogiques.

La composition des jurys est soumise au vote du conseil et adoptée **à l'unanimité**.

VII- DU Connaissances Fondamentales en Informatique et Logiciel Libre (CFI2L) (Délibération 20140617-5)

Dimitri Dubois présente le DU CFI2L. Il rappelle les objectifs de la formation (connaître et maîtriser un certain nombre de notions informatiques essentielles, parmi lesquelles le fonctionnement d'Internet, de la messagerie ou de l'informatique dans les nuages par exemple, être sensibilisé à la question de l'identité numérique et de la conservation des données, mais aussi être initié à la programmation, à la gestion de base de données, à la création de site web). Il rappelle que l'enseignement dispensé dans ce diplôme a pour but de former l'étudiant pour que ses connaissances en informatique soient un avantage qu'il puisse valoriser dans la suite de ses études et sur le marché du travail. Les logiciels utilisés dans cette formation sont exclusivement libres et multiplateformes afin que l'étudiant puisse continuer à utiliser les logiciels sur lesquels il a été formé quel que soit son environnement numérique de travail. Dimitri Dubois présente ensuite les différents cours et les compétences acquises au terme de la formation. Hélène Rey Valette souligne l'intérêt de cette formation et souhaiterait que certains cours de ce DU soient ouverts aux enseignants chercheurs. Pascal Mandelbaum confirme l'intérêt d'une ouverture de certains enseignements pour le personnel administratif. François Mirabel répond que le service de formation des personnels de l'UM1 peut être saisi de ce type de demande.

La création du DU est soumise au vote du conseil et adoptée **à l'unanimité**.

Le conseil se réunit alors en formation restreinte aux professeurs et assimilés pour le renouvellement de l'éméritat du Professeur Daniel Serra. François Mirabel fait référence à la lettre envoyé le 3 février 2014 par le président de l'UM1 concernant l'attribution du titre de professeur émérite. Il rappelle les conditions de renouvellement de l'éméritat tous les deux ans ; il souligne en particulier que « l'éméritat est conféré essentiellement au titre des activités d'encadrement de thèse engagées par le professeur pendant son activité. Toutefois, il ne pourra pas encadrer de nouvelles thèses et ne pourra plus bénéficier d'un bureau ».

François Mirabel rappelle que Daniel Serra remplit toutes les conditions pour le renouvellement de son éméritat et soutient sa demande.

Le renouvellement de l'éméritat de Daniel Serra est adopté **à l'unanimité**.

A 12h15, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.